

Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE DOLE

R E C E P I S S E D E D E P O T

39 RUE DES ARENES 8.P.72
39108 DOLE CEDEX
TEL : 03.84.79.42.24. TELECOPIE : 03.84.82.60.80.
MINITEL 24H/24 : 08 36 29 11 11

A3C CONSULTANTS

13B RUE TRISTAN BERNARD

25000 BESANCON

V/REF :
N/REF : 2002 B 47 / A-692

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE DOLE CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 24/12/2002, SOUS LE NUMERO A-692,

P.V. D'ASSEMBLEE DU 14/12/2002
STATUTS MIS A JOUR
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

AUGMENTATION DU CAPITAL

... CONCERNANT LA SOCIETE
A2. C2. G4.
STE A RESPONSABILITE LIMITEE
11 ROUTE DE LONGWY
39120 CHAUSSIN

R.C.S DOLE 441 785 177 (2002 B 47)

LE GREFFIER

A2.C2.G4.

SARL au capital de 8 000 Euros
Siège social 11 Route de Longwy 39120 CHAUSSIN
SIRET 441 785 177 00011 Code APE 741 J
Tél. 03 84 81 84 64

PROCES-VERBAL de l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 14 DECEMBRE 2002

L'an deux mille deux, le quatorze décembre à dix sept heures, les associés de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social sur convocation de la gérance.

Sont présents,

- Madame Alain GAILLARD, née Catherine STEINER, 188 parts
- Monsieur Alain GAILLARD, 188 parts
- Monsieur et Madame Alain GAILLARD, représentant leurs enfants mineurs,
- Cécile GAILLARD, 62 parts
- Arnaud GAILLARD, 62 parts

qui détiennent ensemble 100 % des parts sociales composant le capital de la société et, en conséquence, l'assemblée est habilitée à prendre toute décision extraordinaire, conformément à l'article 21 des statuts.

Madame Alain GAILLARD, née Catherine STEINER, préside la séance en sa qualité de Gérant.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

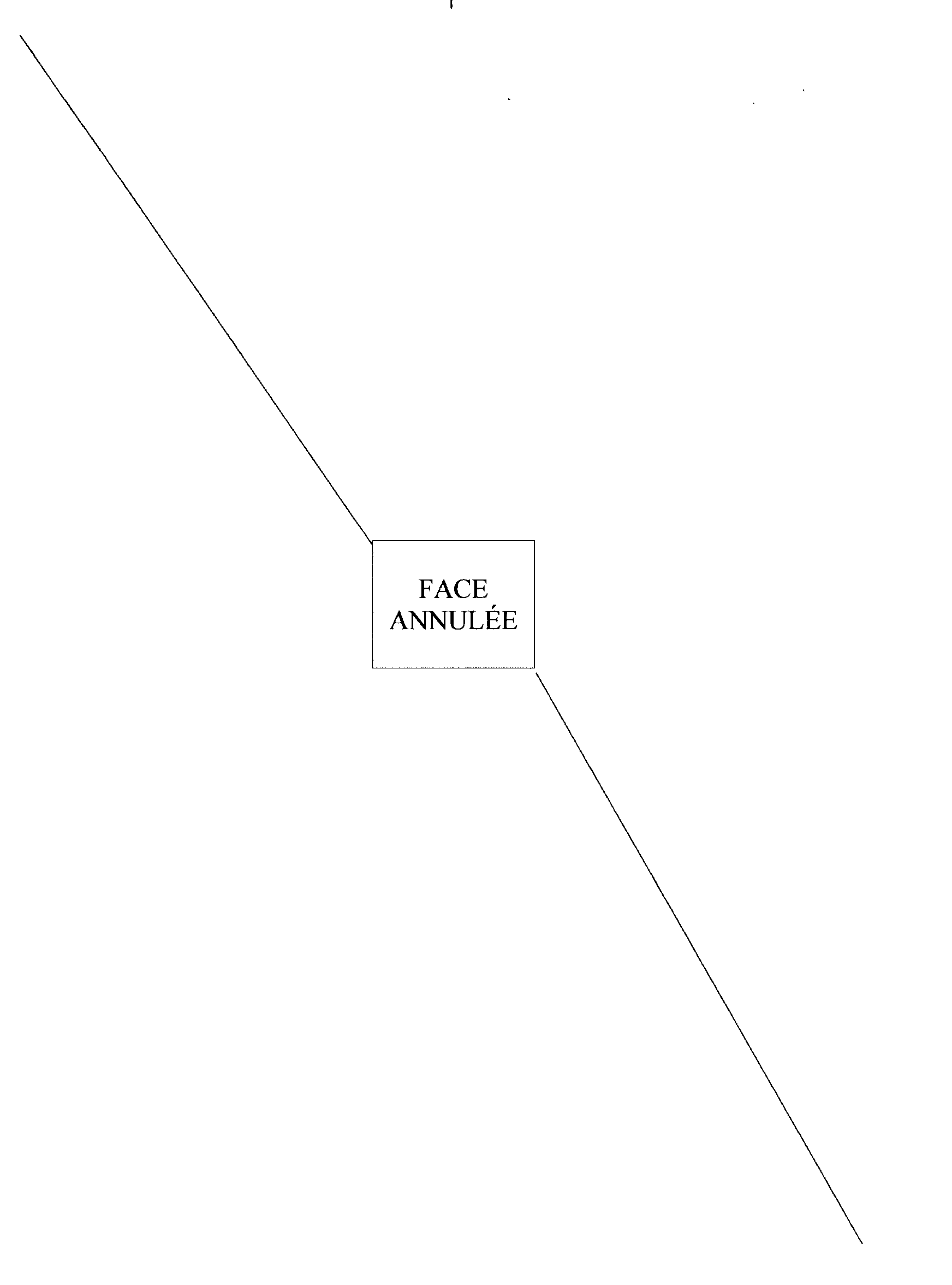
- les statuts de la société
- la feuille de présence à l'assemblée
- le texte de la résolution proposée à l'assemblée
- le rapport du commissaire aux apports
- le traité d'apport

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée doit statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation de l'apport en capital de 1 392 parts de la SCI GAMAT, effectué par Monsieur et Madame Alain GAILLARD à la SARL A2.C2.G4.

Selon le rapport du commissaire aux apports désigné par le Président du Tribunal de commerce de DOLE, mis à la disposition des associés, la valeur de cet apport représente,

deux cents trente six mille six cents quarante Euros (236 640 €) soit cent soixante dix Euros (170 €) la part.



FACE
ANNULÉE

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix la résolution suivante figurant à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire :

Résolution unique

L'assemblée générale approuve l'apport en capital effectué par,

- Monsieur Alain GAILLARD, 696 parts de 170 €, soit,	118 320 €
- Madame Alain GAILLARD, 696 parts de 170 €, soit,	118 320 €

Le capital de la SARL A2.C2G4. sera dès lors composé comme suit :

- 500 parts anciennes
- 14 790 parts nouvelles
- 15 290 parts au total

pour un capital social nouveau de 244 640 € (deux cents quarante quatre mille six cents quarante euros), se décomposant ainsi :

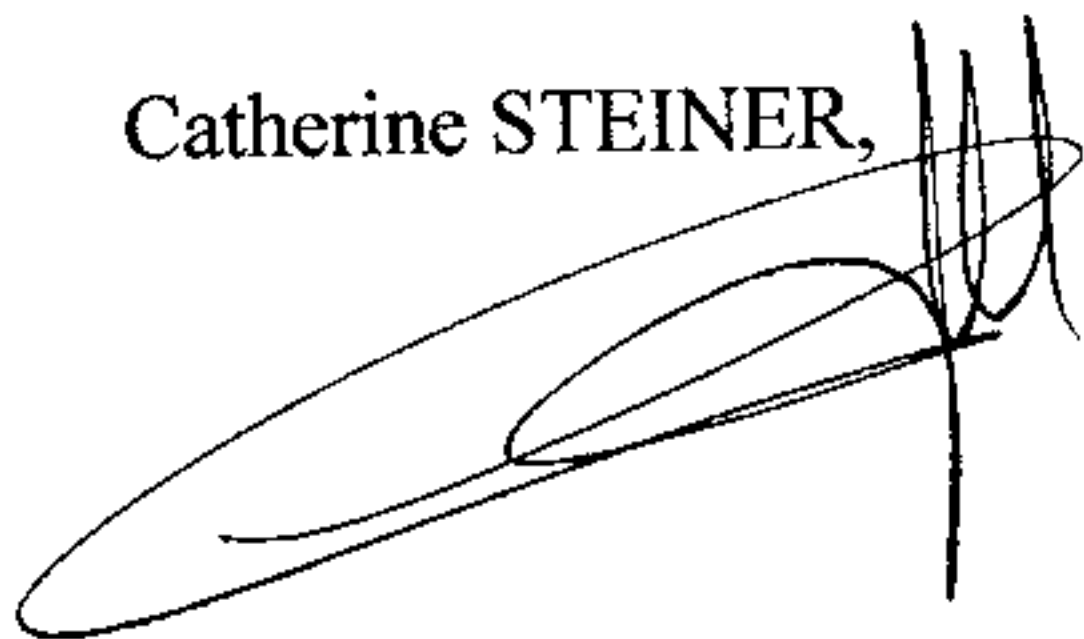
- Monsieur Alain GAILLARD,	7 583 parts de 16 Euros
- Madame Alain GAILLARD,	7 583 parts de 16 Euros
- Mademoiselle Cécile GAILLARD,	62 parts de 16 Euros
- Monsieur Arnaud GAILLARD,	62 parts de 16 Euros
Total égal au nombre de parts constituant le capital ,	15 290 parts de 16 Euros

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à dix neuf heures quarante cinq.
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui, après lecture, a été signé par le gérant et par tous les associés présents.

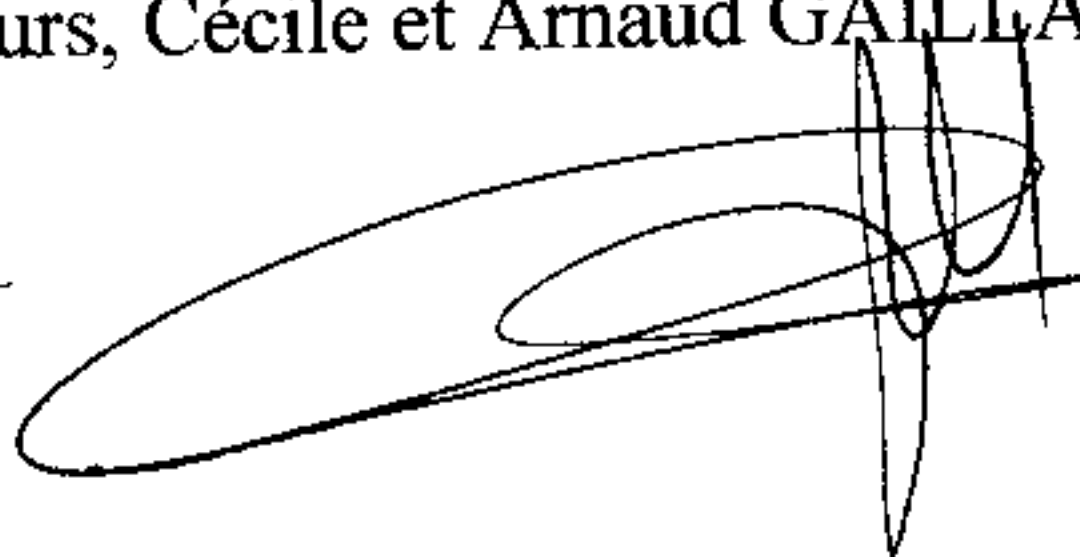
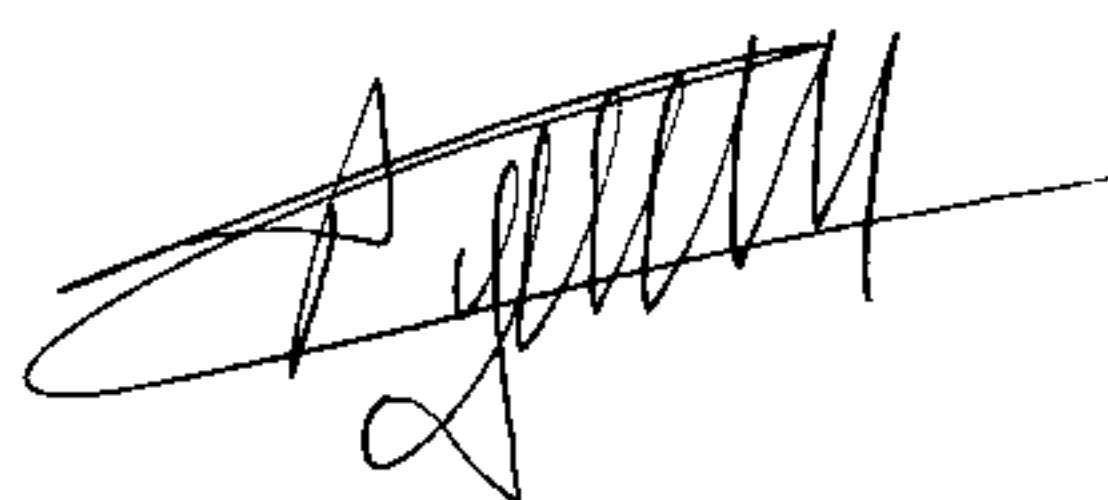
Catherine STEINER,



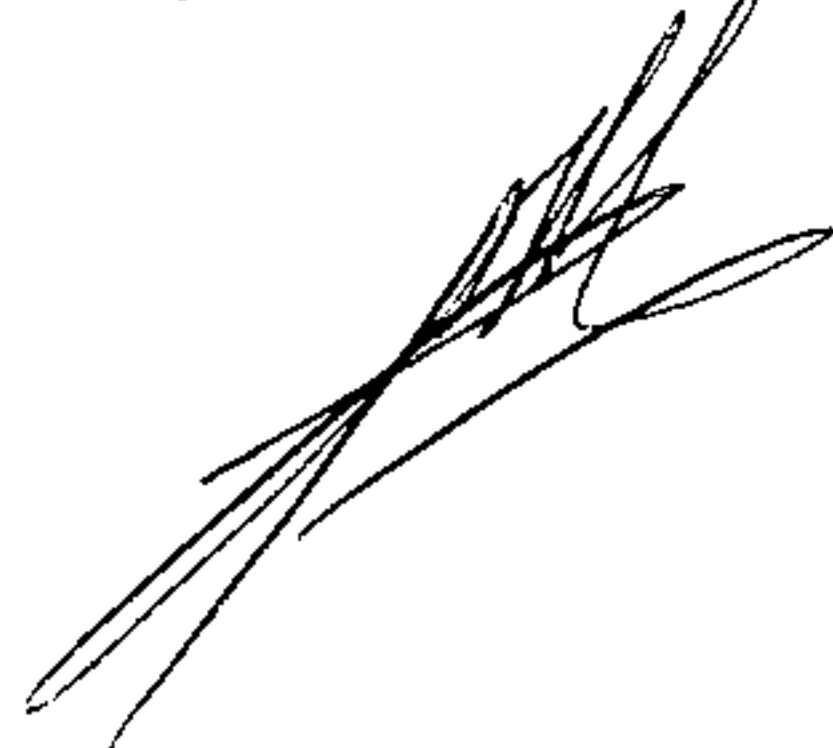
Alain GAILLARD,



Alain GAILLARD et Catherine STEINER,
au nom de leurs enfants mineurs, Cécile et Arnaud GAILLARD,

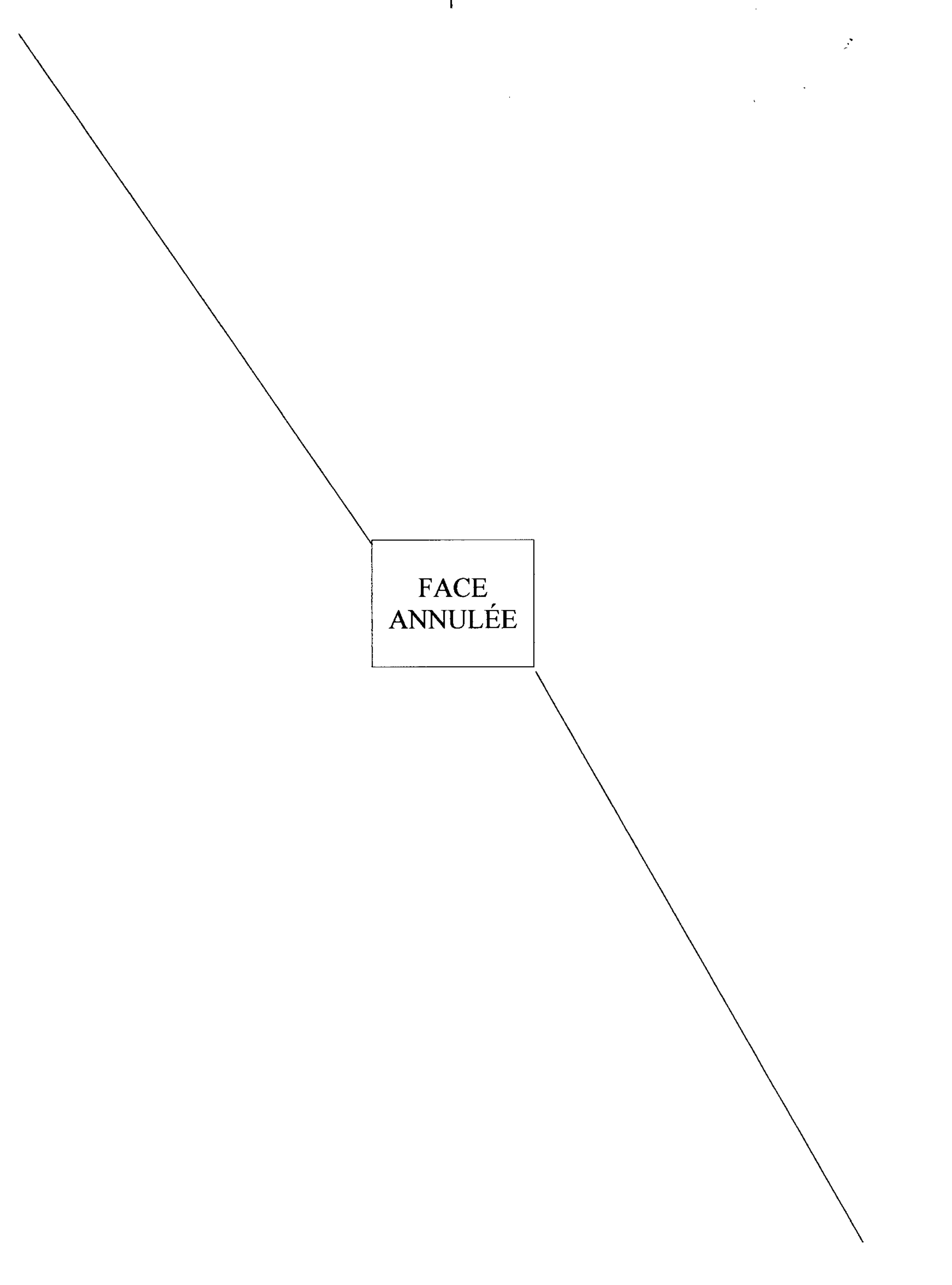


Cécile GAILLARD,



Arnaud GAILLARD,





FACE
ANNULÉE

SCI GAMAT

Société Civile Immobilière
Capital social : 21 342,86 Euros
Siège social 11 Route de Longwy
39120 – CHAUSSIN
SIRET 411 858 632 00010

TRAITÉ d'APPORT à

la SARL A2.C2.G4.

Capital social : 8 000 Euros
Siège social 11 Route de Longwy
39120 – CHAUSSIN
SIRET 441 785 177 00011

CG CA CG AG

FACE
ANNULÉE

Entre les soussignés,

Monsieur Alain GAILLARD,
Madame Alain GAILLARD, née Catherine STEINER,

Seuls associés de la SCI GAMAT, siège social 11 Route de Longwy, 39120 CHAUSSIN,
immatriculée au RCS de DOLE sous le n° 411 858 632, au capital de 21 342,86 Euros, divisé
en 1 400 parts sociales,
D'une part,

Et

La SARL A2.C2.G4., siège social 11 Route de Longwy, 39120 CHAUSSIN, immatriculée au
RCS de DOLE sous le n° 441 785 177, au capital de 8 000 Euros, divisé en 500 parts sociales
et dont les seuls associés sont,

Monsieur Alain GAILLARD,
Madame Alain GAILLARD, née Catherine STEINER,
Monsieur et Madame Alain GAILLARD, au nom de leurs enfants mineurs,
Mademoiselle Cécile GAILLARD,
Monsieur Arnaud GAILLARD,
D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit:

Article 1.

Les associés de la SCI GAMAT détiennent chacun la moitié du capital de la SCI, soit 700 parts chacun.

Les associés de la SCI GAMAT apportent chacun 696 parts sociales en capital à la société A2.C2.G4., soit au total, 1 392 parts.

Les associés de la SCI GAMAT conservent chacun, à titre personnel, 4 parts sociales.

Article 2.

La valeur nette des parts sociales de la SCI GAMAT, compte tenu du prix payé pour l'achat du terrain et la construction du bâtiment, ainsi que des loyers encaissés, est évaluée à une somme globale de deux cent trente huit mille Euros (238 000 €), soit cent soixante dix Euros la part sociale (170 €).

L'apport en capital représente donc :

- pour Monsieur Alain GAILLARD, 696 parts à 170 €,	118 320 Euros
- pour Madame Alain GAILLARD, 696 parts à 170 €,	118 320 Euros
soit un apport en capital global de,	236 640 Euros

Article 3.

Le capital social de la SARL A2.C2.G4. est divisé en 500 parts de 16 Euros. La société n'ayant été créée que le 25 avril 2002, la conversion de l'apport en capital est fait par rapport au nominal de la part, soit 14 790 parts nouvelles attribuées par moitié à :

- Monsieur Alain GAILLARD, 118 320 €, soit,	7 395 parts de 16 Euros
- Madame Alain GAILLARD, 118 320 €, soit,	7 395 parts de 16 Euros

FACE
ANNULÉE

Article 4.

A l'issue de l'opération, le capital social de la SCI GAMAT sera composé ainsi :

- SARL A2.C2.G4.,	1 392 parts
- Monsieur Alain GAILLARD,	4 parts
- Madame Alain GAILLARD,	4 parts
Total égal au nombre de parts constituant le capital social,	1 400 parts
Pour un capital social maintenu de 21 342,86 Euros	

Article 5.

A l'issue de l'opération, le capital social de la SARL A2.C2G4. sera composé de :

- 500 parts anciennes
 - 14 790 parts nouvelles
 - 15 290 parts au total
- pour un capital social nouveau de 244 640 Euros

Article 6.

A l'issue de l'opération, le capital social de la SARL A2.C2G4. sera composé ainsi :

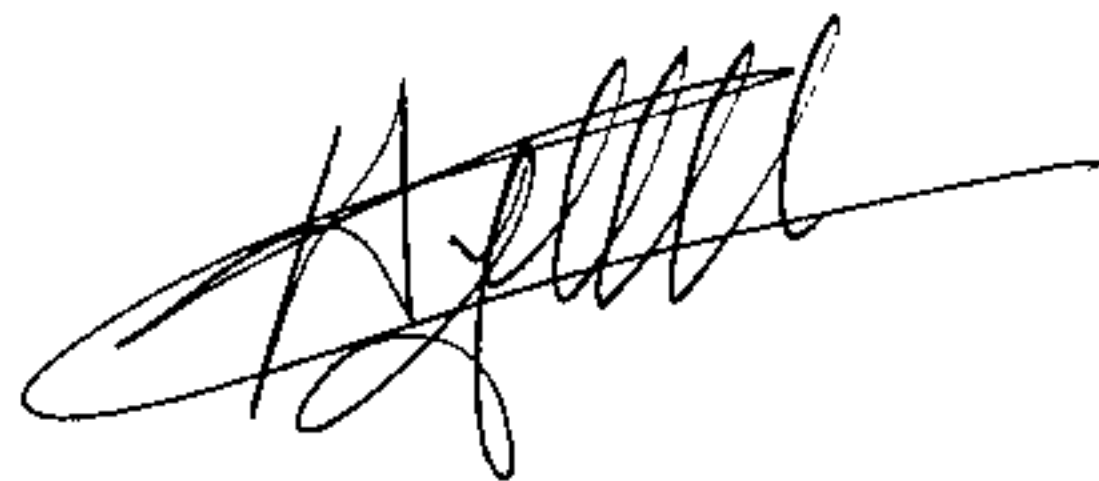
- Monsieur Alain GAILLARD,	7 583 parts de 16 Euros
- Madame Alain GAILLARD,	7 583 parts de 16 Euros
- Mademoiselle Cécile GAILLARD,	62 parts de 16 Euros
- Monsieur Arnaud GAILLARD,	62 parts de 16 Euros
Total égal au nombre de parts constituant le capital ,	15 290 parts de 16 Euros

Article 7.

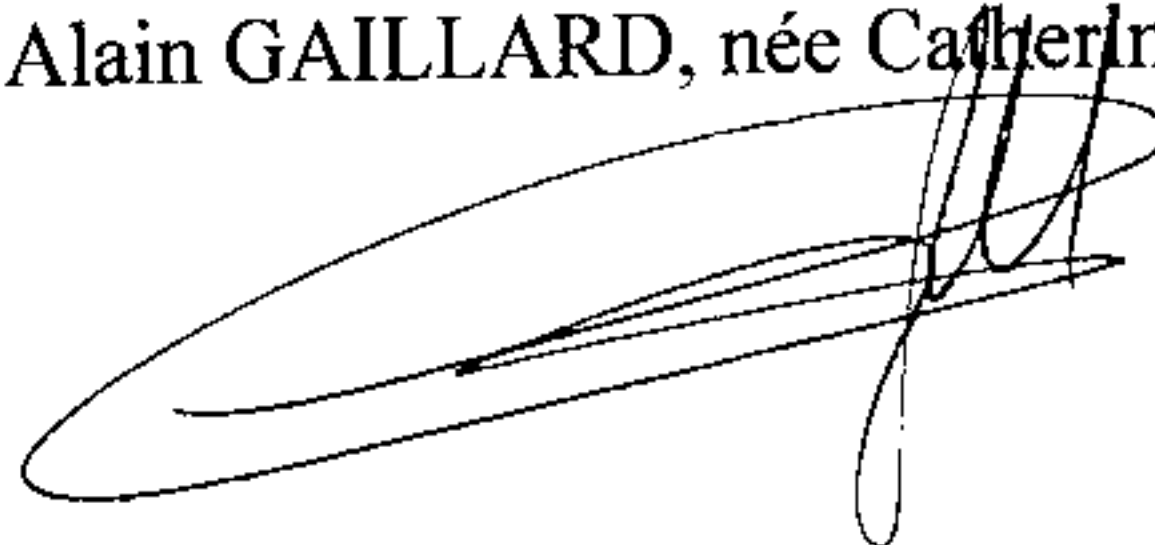
Le résultat de l'exercice 2002, pour la SCI GAMAT, sera déclaré par la SARL A2.C2.G4., au titre des parts détenues par elle, et par Monsieur et Madame Alain GAILLARD pour la partie du capital conservé par eux.

Fait à CHAUSSIN le 20 novembre 2002,

Monsieur Alain GAILLARD,



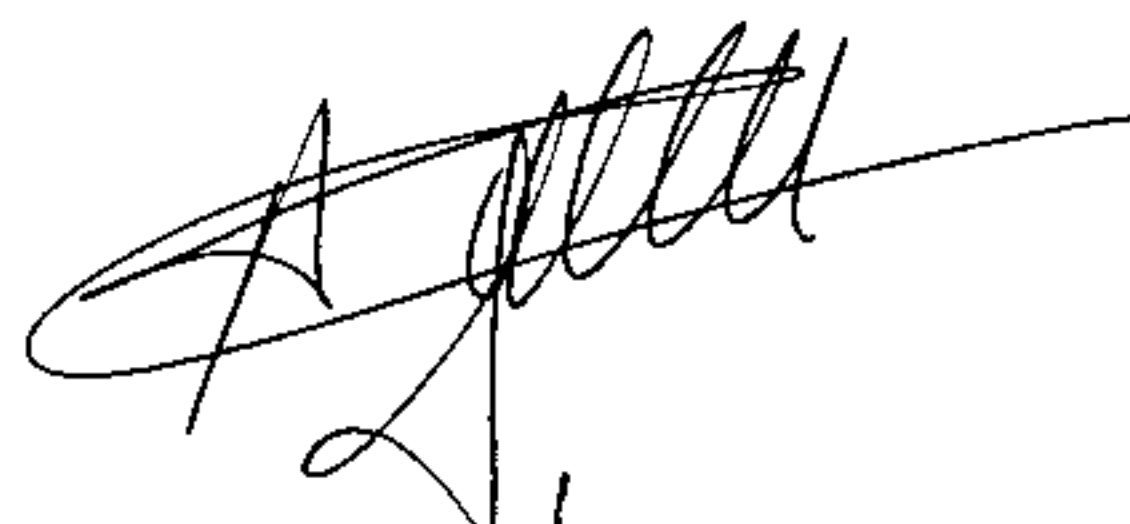
Madame Alain GAILLARD, née Catherine STEINER,



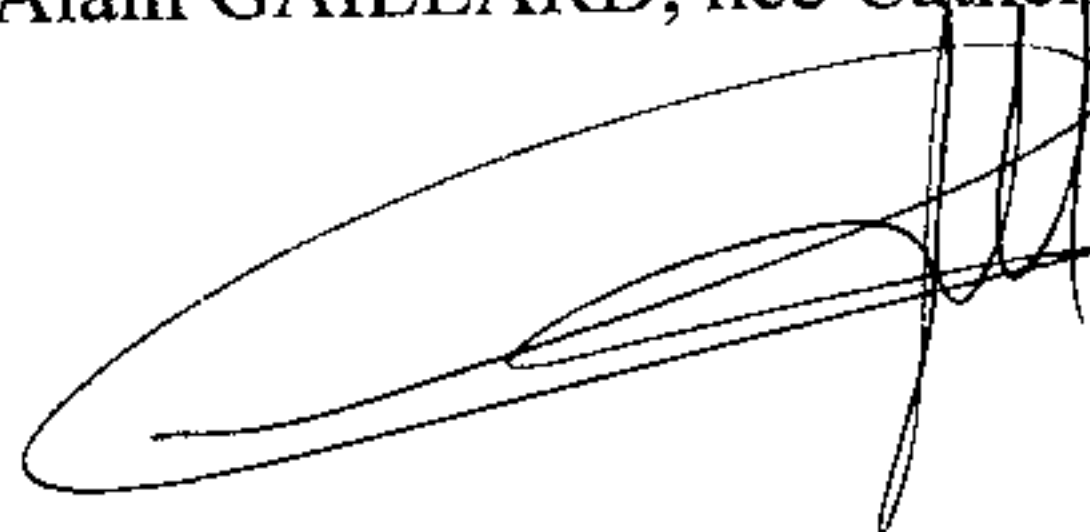
Pour Mademoiselle Cécile GAILLARD et Monsieur Arnaud GAILLARD,

Monsieur Alain GAILLARD,

Madame Alain GAILLARD, née Catherine STEINER,



Cécile GAILLARD,



Arnaud GAILLARD,



Enregistré à la RECETTE PRINCIPALE DES IMPOTS DE DOLE
Le 19/12/2002 Bordereau n°2002/554 Case n°3 Ext 1266
Enregistrement : 230 €
Timbre : 60 €
Total liquidé : deux cent quatre-vingt-dix euros
Montant reçu : deux cent quatre-vingt-dix euros
Le Contrôleur



FACE
ANNULÉE

A2.C2.G4.

Société à Responsabilité Limitée

Capital social : 244 640 Euros

Siège social 11 Route de Longwy

39120 – CHAUSSIN

SIRET 441 785 177 00011

STATUTS

Mis à jour le 16 décembre 2002

CGA CA AG

FACE
ANNULÉE

ENTRE LES SOUSSIGNES,

- **Monsieur Alain GAILLARD**
de nationalité française,
né le 24 décembre 1961 à DOLE (JURA)
demeurant 11 Route de Longwy à CHAUSSIN - 39120,
marié, sous le régime légal, en l'absence de contrat de mariage, à Catherine STEINER le 30
octobre 1982 à AUMONT (JURA)
- **Madame Alain GAILLARD, née Catherine STEINER,**
de nationalité française,
née le 3 février 1961 à BAUME les DAMES (DOUBS),
demeurant 11 Route de Longwy à CHAUSSIN - 39120,
mariée, sous le régime légal, en l'absence de contrat de mariage, à Alain GAILLARD le 30
octobre 1982 à AUMONT (JURA)
- **Monsieur et Madame Alain GAILLARD, au nom et pour le compte de**
Mademoiselle Cécile GAILLARD, mineure,
de nationalité française,
née le 8 juillet 1985 à LONS LE SAUNIER
demeurant 11 Route de Longwy à CHAUSSIN - 39120,
célibataire
- **Monsieur et Madame Alain GAILLARD, au nom et pour le compte de**
Monsieur Arnaud GAILLARD, mineur,
de nationalité française,
né le 19 janvier 1988 à LONS LE SAUNIER
demeurant 11 Route de Longwy à CHAUSSIN - 39120,
célibataire

Il a été convenu et arrêté les statuts de la société à responsabilité limitée qu'ils ont décidé d'instituer entre eux :

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé une société à responsabilité limitée entre les signataires du présent acte constitutif, régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par la loi du 24 juillet 1996 sur les sociétés commerciales et le décret du 23 mars 1967, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, directement ou indirectement, toutes activités de services aux particuliers, aux entreprises et aux collectivités dans les domaines suivants :

- Direction générale et administration et gestion d'entreprises
- Conseil et stratégie d'entreprises
- Transaction, acquisition et cession d'entreprises
- Placements et gestion financière
- Toutes activités annexes et connexes.
- Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'un des objets spécifiés ou à des objets connexes ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale de l'entreprise est : **A2. C2. G4. .**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du montant du capital social.

CG A. G. C. G. A. G.

FACE
ANNULÉE

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :
CHAUSSIN - 39120, 11 Route de Longwy

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL INITIAL

Monsieur ALAIN GAILLARD apporte la somme de	3 008,00 €
Madame Alain GAILLARD, née Catherine STEINER, apporte la somme de	3 008,00 €
Monsieur et Madame Alain GAILLARD apportent pour le compte de Mademoiselle Cécile GAILLARD la somme de	992,00 €
Monsieur et Madame Alain GAILLARD apportent pour le compte de Monsieur Arnaud GAILLARD la somme de	992,00 €
Montant total des apports :	8 000,00 €

Les associés apportent à la société la somme de huit mille Euros (8 000,00 €) en numéraire, laquelle a été déposée par eux, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, à la Banque Populaire de Franche-Comté du Mâconnais et de l'Ain, Agence Helvétie, Place de la Première Armée Française, 25000 BESANCON.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Aux termes du traité d'apport du 20 novembre 2002, et rapport conforme du commissaire aux apports en date du 4 décembre 2002, traité approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 14 décembre 2002, le capital social initialement fixé à huit mille euros (8 000,00 €) est porté à deux cents quarante quatre mille six cents quarante euros (244 640 €)

Il est divisé en quinze mille deux cents quatre vingt dix (15 290) parts sociales de seize euros (16,00 €) chacune.

Les parts sociales sont attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs comme suit :

Monsieur Alain GAILLARD,	188 parts
Propriétaire de cent quatre vingt huit parts anciennes, Numérotées de 1 à 188	7 395 parts
Et propriétaire de sept mille trois cents quatre vingt quinze parts nouvelles,	
Numérotées de 501 à 7 895,	

Madame Alain GAILLARD, née Catherine STEINER,	188 parts
Propriétaire de cent quatre vingt huit parts anciennes, Numérotées de 189 à 376	7 395 parts
Et propriétaire de sept mille trois cents quatre vingt quinze parts nouvelles,	
Numérotées de 7 896 à 15 790,	

Mademoiselle Cécile GAILLARD,	62 parts
Propriétaire de cent quatre vingt parts, Numérotées de 377 à 438	

Monsieur Arnaud GAILLARD,	62 parts
Propriétaire de cent quatre vingt parts, Numérotées de 439 à 500	

Total égal au nombre de parts composant le capital social, soit :	<u>15 290 parts</u>
---	---------------------

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont libérées en totalité.

CG AL CG AG

FACE
ANNULÉE

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé. Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL.

1 - Le capital social autorisé peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Toute personne entrant dans la société lors d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 13, doit être agréée dans les conditions fixées au dit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et de la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux Apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête d'un gérant.

2 - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci au moins à ce minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

3 - Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

ARTICLE 10 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DE PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés, qu'elles représentent des apports en nature ou en numéraire. Elles ne peuvent représenter des apports en industrie, sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

CG AG CG AG

FACE
ANNULÉE

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de le représenter.

ARTICLE 13 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposé au greffe, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, ascendants ou descendant de ceux-ci, dans les conditions et modalités requises par la loi et les règlements en vigueur.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société ou aux conjoints qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter par écrit les associés sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquiescer ou de refaire acquiescer les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par le président de la chambre de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt aux taux légal.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de ce conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Les parts sont librement transmissibles par voie de succession aux descendants ou ascendants uniquement.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur identité et de leur qualité héréditaire auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

CG A' CG AG

FACE
ANNULÉE

ARTICLE 14 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE - ASSOCIE UNIQUE

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

En cas de réunion dans une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 15 - RETRAIT ET EXCLUSION D'UN ASSOCIE

1 - Chaque associé pourra se retirer de la société lorsqu'il le jugera convenable moyennant un préavis de trois mois notifié à la gérance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

2 - L'exclusion d'un associé pourra être prononcée par les autres associés aux termes d'une décision collective extraordinaire qui motivera sa décision.

Un associé est en outre exclu de plein droit en cas de décès, de mise sous tutelle, de faillite personnelle ou de redressement ou de liquidation judiciaire s'il s'agit d'une personne morale.

3 - Le retrait ou l'exclusion d'un associé ne peuvent avoir pour effet de ramener le capital social à un montant inférieur à la somme de 244 640,00 €. Si cela était, les retraits ou les exclusions d'associés ne pourraient prendre effet qu'au fur et à mesure de souscriptions nouvelles et concurrentes au maximum du montant de ces souscriptions.

4 - Le retrait ou l'exclusion entraîne le remboursement à l'associé concerné du montant nominal de ses parts sociales, augmenté de sa quote-part dans les réserves, primes et bénéfices et diminué du montant des pertes éventuelles, dans les 30 jours suivant la décision collective ordinaire d'approbation des comptes de l'exercice social au cours duquel le retrait ou l'exclusion a eu lieu, lesdits comptes servant de base pour la valorisation des parts remboursées.

Dans le cas visé au paragraphe 3 ci-dessus, les comptes retenus pour déterminer le montant du remboursement seront ceux du premier exercice au cours duquel l'exclusion ou le retrait pourront prendre effet par suite de nouvelles souscriptions.

ARTICLE 16 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

En cas de pluralité d'associés, le ou les gérants sont nommés par décision ordinaire des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Madame Alain GAILLARD, née Catherine STEINER, est nommée gérant de la société pour une durée illimitée à compter de la date d'immatriculation de la société en formation.

Madame Alain GAILLARD, née Catherine STEINER, déclare accepter les fonctions de gérant et n'être frappée d'aucune interdiction l'empêchant de les exercer.

La durée des fonctions de gérant est fixée dans l'acte qui les nomme ou à défaut pour la durée de l'exercice social. Le ou les gérants sont rééligibles.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée, par une décision ordinaire des associés.

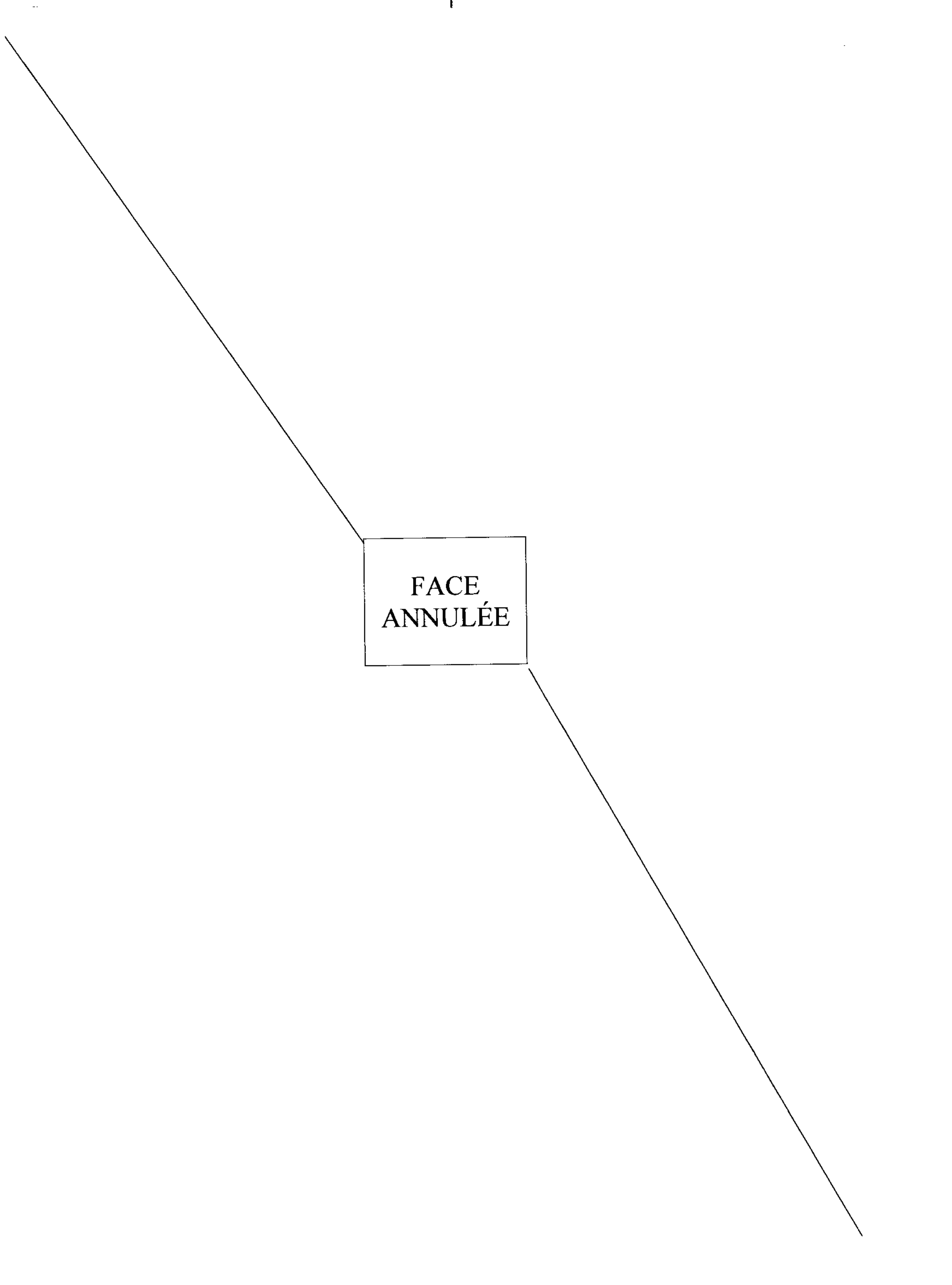
Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la société, sous présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre les associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

CG AG CC AB



FACE
ANNULÉE

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion. Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1996.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 18 - CONVENTION ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

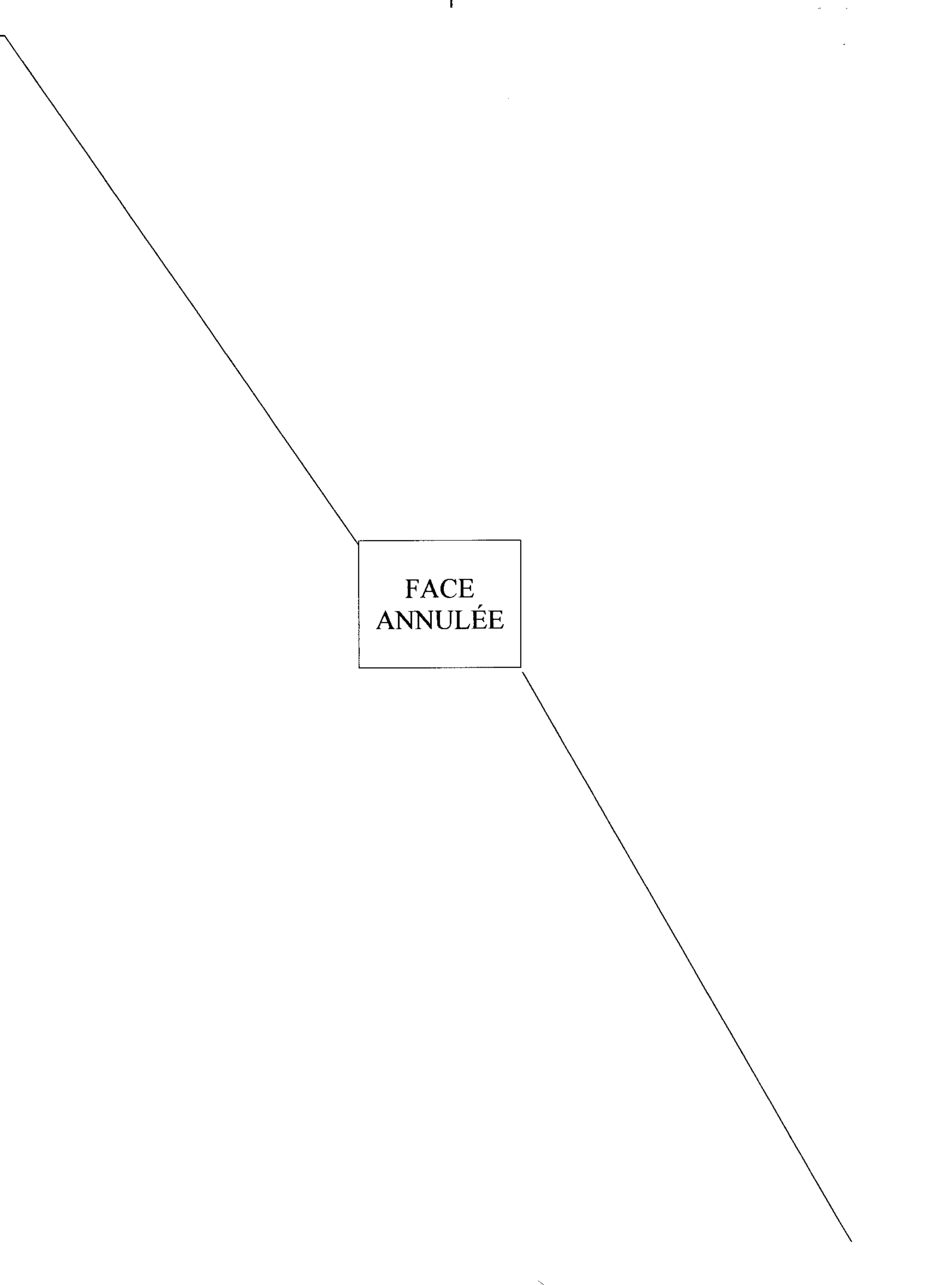
ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés ; elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

CG AG CG AG



FACE
ANNULÉE

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui de parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier, sauf pour les décisions concernant l'aliénation de tout ou partie du patrimoine social, où il est réservé au nu-propriétaire.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation du gérant non statuaire sont toujours adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été :
adoptées à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile,
adoptées à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

FACE
ANNULÉE

ARTICLE 22 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au commissaire aux comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et se terminera le 31 décembre 2002.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenu d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitations exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévue par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du commissaire aux comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont adressé aux associés au moins quinze jours avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

FACE
ANNULÉE

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'assemblée générale peut décider la distribution des sommes prélevées sur réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'assemblée générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE-25 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société doit être prorogée.

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social effectif, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservations de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois la transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La décision de transformation en société anonyme est précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit sur la situation de la société, et du rapport d'un ou plusieurs commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport.

Le commissaire aux comptes de la société peut être nommé commissaire à la transformation. Le rapport est tenu à la disposition des associés.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

FACE
ANNULÉE

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme (à défaut de prorogation), en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois-quarts des parts sociales.

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés. La mention « société en liquidation », ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et déterminent leur pouvoir. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 29 - CONTESTATION

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents du siège social.

ARTICLE 30 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie, des présents statuts pour faire les publications et dépôts prescrits par la loi.

ARTICLE 31 - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis ou à accomplir pour le compte de la société en formation avec le détail de l'engagement qui en résulte pour la société a été présenté aux associés avant la signature des présents statuts auxquels il est annexé.

La signature des présents statuts emporte reprise de ces engagements par la société dès son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Fait à CHAUSSIN le 16 décembre 2002, en quatre exemplaires originaux :

Monsieur Alain GAILLARD,



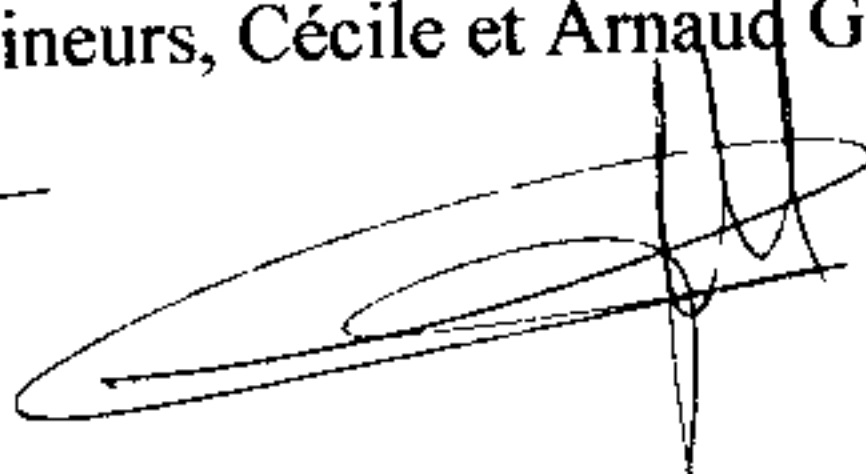
Monsieur et Madame Alain GAILLARD,
pour le compte de leurs enfants mineurs, Cécile et Arnaud GAILLARD,



Cécile GAILLARD,



Madame Alain GAILLARD,

Arnaud GAILLARD,



FACE
ANNULÉE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS **SUR LA VALEUR DES APPORTS**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de DOLE en date du 11 juillet 2002 concernant l'apport à la SARL A2C2G4 par les consorts GAILLARD de titres détenus par eux dans la SCI GAMAT.

L'actif net apporté a été arrêté dans le projet de traité d'apport signé par les représentants des sociétés concernées en date du 20 novembre 2002.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicables à cette mission : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des parts sociales à émettre par la société bénéficiaire des apports.

I. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS :

1.1 La présentation de l'opération :

Mr et Mme Alain GAILLARD ont souhaité réorganiser leur patrimoine et à ce titre apporter à la :

SARL A2C2G4, au capital de 8 000 €, siège social 11 route de Longwy -
39120 CHAUSSIN, n° siret 441 785 177 00011

les titres qu'ils détenaient directement dans la :

SCI GAMAT, au capital de 21 342,86 €, siège social 11 route de Longwy
39120 CHAUSSIN, n° siret 411 858 632 00010

1.2 La nature, l'évaluation et la rémunération des apports :

Les conditions de l'apport sont rappelées dans le traité de fusion annexé au présent rapport.

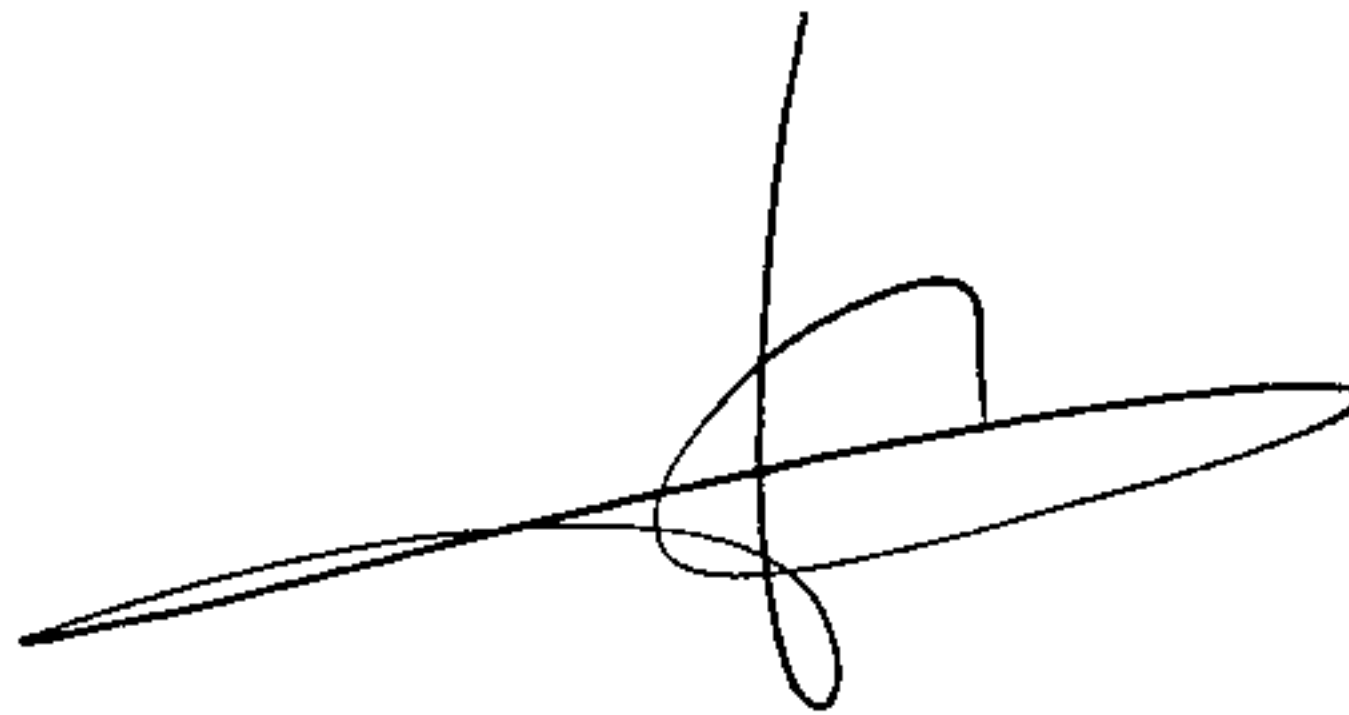
II. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS :

S'agissant des valeurs individuelles des apports proposées dans le traité d'apport, ces diligences ont consisté à :

- contrôler l'existence des actifs apportés,
- analyser la méthode de valorisation de l'immeuble détenu et de son incidence sur la valorisation des titres.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la valeur des apports s'élevant à 236 640 € (deux cent trente six mille six cent quarante euros) n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société absorbante.

Fait à DIJON, le 04 Décembre 2002
Le Commissaire aux Apports



Jean-Luc THEURET